

Joël Kotek, Pierre Rigoulot, *Le siècle des camps. Détention, concentration, extermination. Cent ans de mal radical*, Paris, Jean-Claude Lattès, 2000, 805 p.

Le XXe siècle se caractérise peut-être d'abord par un siècle fait de guerres et d'horreurs de toute nature. Tout au long de la période et sur l'ensemble du globe, « les camps, dits de concentration, quoique recouvrant ici et là des réalités non superposables, sont partout » [p. 11].

En préambule, les deux auteurs ont raison de définir le camp, de trouver les fonctions qu'il remplit et d'analyser les différents types de camps (les camps d'internement, de concentration, « cœur du phénomène concentrationnaire totalitaire » [p. 21] et les centres d'extermination).

Si le XXe siècle se caractérise par ce dramatique phénomène c'est sans doute en partie dû à la Première Guerre mondiale qui « constitue en effet une rupture dans l'art de la guerre : elle est infiniment plus brutale que tous les conflits antérieurs » [p. 32]. Avec elle, apparaît la terrible guerre civile russe et finalement « ce sont les guerres *totales* qui ont produit le totalitarisme. L'univers concentrationnaire est le pur produit de la violence extrême qui en découle » [p. 33].

Les deux auteurs nous proposent alors une macabre chronologie, celle des drames du siècle. Ils font débiter leur sujet à Cuba en 1896 puisque la première entreprise de concentration fut espagnole, lors de la guerre d'indépendance cubaine. C'est la première fois où le mot de « reconcentration » est prononcé en 1895. C'est également cela qui permet au Président des Etats-Unis de s'immiscer dans les affaires cubaines : « Le droit d'ingérence humanitaire est né ! » [p. 59]. Si « l'existence de camps lors de la guerre des Boers est connue » [Chapitre 2, p. 63 et suiv.], « rares sont ceux qui connaissent aujourd'hui l'existence des Héréro » [Chapitre 3, p. 83 et suiv.].

Comme indiqué au cours du préambule, l'ouvrage donne une large place à la Grande Guerre, notamment à la France où « plus d'une cinquantaine de camps sont ainsi mis en place, avec deux régions de forte densité : l'Ouest de la France (Bretagne, Vendée, Charente), et le Sud-Est, de l'Aveyron à Nice et à la Corse » [p. 102]. Les auteurs soulignent également la difficulté à traiter du génocide arménien. En un peu plus d'un an (avril 1915-juin 1916), « environ 1 200 000 personnes ont été tuées par les Ottomans » [p. 123]. Contrairement à la question de l'Arménie, la réalité du système concentrationnaire soviétique, et ce dès 1918, n'est plus remise en cause aujourd'hui. L'auteur analyse en détail l'évolution du goulag à travers le temps même si « la mort, pour autant, n'est pas le lot automatique et programmé du détenu d'un camp soviétique » [p. 234]. Logiquement, le livre aborde ensuite la situation allant de Mussolini à Vichy. En effet, la terreur fasciste et la terreur nazie ne peuvent pas se confondre puisque « l'Italie mussolinienne ne connaît pas de système concentrationnaire, du moins avant 1939 » [p. 239]. La situation s'aggrave avec l'entrée en guerre de l'Italie. L'auteur ne néglige pas pour autant les camps de la guerre civile espagnole même s'ils « vont disparaître assez rapidement » [p. 255].

Pendant toute cette période, beaucoup de personnes fuient vers la France de la IIIe République (« Fin 1938, il y a déjà 45 000 réfugiés en France », p. 260). Avec le gouvernement de Vichy la situation va encore empirer. En 1942, Vichy devient l'« antichambre de la mort » [p. 285]. Les auteurs analysent ensuite longuement le nazisme. Au départ, ces derniers cherchent à museler l'opposition intérieure « pour les empêcher de nuire » [p. 297]. Le facteur inattendu pour les Nazis est la durée de la guerre. Progressivement, ces camps se peuplent également de Non-Allemands. A partir de 1939 on assiste à l'« internationalisation des camps » [p. 339].

Les auteurs abordent ensuite des zones concentrationnaires un peu moins connues. Ainsi, dès mai 1940, en Grande Bretagne, on procède à l'arrestation de 2 000 personnes. De même, les Etats-Unis, au moment de leur entrée en guerre mettent en place des « camps japonais ». Il ne

faut pas non plus oublier qu'après 1945, « la vie de camps continue pour les Juifs » [p. 495]. C'est essentiellement en Europe de l'Est, après 1945, que les camps vont pulluler. Au départ, le but avoué des Soviétiques est d'arrêter un maximum de cadres de l'ancien régime nazi.

Les auteurs passent alors à la description des situations dans les pays de l'Est : la Tchécoslovaquie, la Pologne, même si l'on « possède nettement moins d'informations sur les camps communistes polonais » [p. 544], la Hongrie, la Yougoslavie même si « l'image de la Yougoslavie de Tito n'est pas celle d'une Etat pourvoyeur de Goulag » [p. 556], la Roumanie même si « le régime de Bucarest semble avoir veillé, tout au long de son existence, à supprimer les preuves et témoignages... » [p. 564], la Bulgarie où le système semble avoir fonctionné « de façon exemplaire » [p. 576], l'Albanie qui a connu « une période de répression paroxystique plus longue que celle des autres pays communistes d'Europe » [p. 583].

Les auteurs s'intéressent ensuite à la décolonisation. Face à cette conjoncture où la France connaît de graves revers, notamment en Indochine, l'éclatement de l'insurrection en Algérie inquiète. « Un certain nombre d'officiers réfléchissent donc aux ressorts de l'action des indépendantistes pour s'y opposer de la façon la plus efficace » [p. 599].

A partir de 1959 la situation au Vietnam va également dans le même sens. La population est regroupée dans les « agrovilles », consistant à réunir un certain nombre de villages. Si cela n'a rien à voir avec des camps, il faut tenir compte du « caractère arbitraire de cette séparation entre « loyaux » et « déloyaux »... » [p. 607]. Le programme de hameaux stratégiques va continuer son extension. Après la famille, les hameaux deviennent l'unité sociale de base du pays.

Les auteurs abordent ensuite le cas de la Chine, situation totalement ignorée en Occident, notamment à cause du petit nombre de témoins ou de la difficulté pour réunir des documents indiscutables sur les camps de la Chine communiste. Le système, un peu chaotique au départ, « s'organise d'une manière plus unifiée dès 1952-1953, lors du passage déclaré à la « construction du socialisme ». » [p. 627].

Pour les camps au Vietnam, les auteurs distinguent deux périodes : celle des prisonniers français (1946-1954) puis la période communiste en tant que telle, soit après 1975. Au Laos, dès l'instauration de la République populaire, on a vu apparaître des camps de rééducation. D'ailleurs, « il existe toujours des camps au Laos en l'an 2000, mais la grande vague de rééducation s'est achevée aux alentours de 1986 » [p. 669]. A cela s'ajoute également le Cambodge des Khmers rouges (1975-1979) où l'on constate « l'exercice sinon uniforme, du moins largement réparti de la violence et du pouvoir totalitaire » [p. 671] et les camps de la Corée du Nord.

Les auteurs n'oublient pas l'Amérique latine, les camps castristes de 1964, le Chili (1973) et l'Argentine (1976) en montrant que « l'Amérique latine rappelle cette vérité plusieurs fois réaffirmée dans cette étude que l'histoire des camps de concentration et l'histoire de la criminalité politique ne se superposent pas toujours » [p. 712]. Le dernier chapitre concerne le drame de l'ex-Yougoslavie où « la torture et le meurtre y furent pratiqués à grande échelle. La violence est ici moyen et... défoulement » [p. 716].

Sans avoir voulu être exhaustifs, les auteurs de cet ouvrage ont réussi à couvrir de façon homogène l'ensemble du siècle permettant ainsi au lecteur de suivre la dramatique évolution du système concentrationnaire. En conclusion, ils signalent la situation actuelle qui voit « le développement de massacres et de violences liés à un sentiment ethnique ou à une conscience nationale exacerbée – voire aux liens entretenus avec un chef charismatiques » [p. 731].

Retraçant cette terrible histoire, les auteurs nous sensibilisent peut être moins sur l'horreur mais plutôt sur les capacités et la façon à la reproduire...